

Les socialistes et la paix

Elisa MARCOBELLI

RÉSUMÉ

Au XIX^e siècle, la question de la paix et du militarisme n'est pas centrale pour le mouvement socialiste. La Deuxième Internationale (1889) semble dédaigner le sujet et faire du pacifisme un combat de « bourgeois ». La montée des périls qui mène à la Première Guerre mondiale change cependant la donne : à la veille de 1914, le refus des guerres occupe désormais le premier plan. Le conflit mondial, la révolution bolchevique puis l'avènement du fascisme précipitent cette évolution. Les socialistes se définissent désormais comme des pacifistes, même si la nature de ce pacifisme fait désormais débat, entre marxisme, wilsonisme et devoir de lutte contre les fascismes.



Discours de Jean Jaurès lors d'une manifestation pour la paix à Stuttgart (1907).

Source : [Wikimedia Commons](#)

L'intérêt du socialisme européen pour la question de la paix s'éveille principalement avec l'essor de la Deuxième Internationale, ou Internationale socialiste, fondée en 1889. Alors que jusque-là l'opposition à la guerre n'était pas vraiment la raison d'être du mouvement socialiste international, elle finit par devenir son principal objectif à la veille de 1914.

Les socialistes eux-mêmes ne se définissent pas comme « pacifistes ». Ils parlent de paix, d'internationalisme et d'antimilitarisme, mais considèrent le pacifisme comme un mouvement « bourgeois ». La distinction entre l'engagement contre la guerre du socialisme et celui des pacifistes est nette, comme en attestent ces paroles prononcées par Francis de Pressensé (1853-1914) en pleine guerre russo-japonaise (1904-1905) : « Je me félicite que nous autres, socialistes, nous ne laissions pas l'honneur de cette protestation nécessaire aux seuls

pacifistes. » Il ne s'agit pas seulement d'une question de mots : les représentants socialistes des différents pays européens, certes avec des nuances, ne défendent pas la paix à tout prix.

En effet, dans les premières années d'existence de la Deuxième Internationale, les débats sur l'attitude à adopter face au danger d'une possible guerre – bien qu'à l'ordre du jour dès son congrès constitutif de Paris (14-21 juillet 1889) – sont rapidement bouclés et font l'objet de résolutions très générales. Le mouvement ouvrier de la fin du XIX^e siècle mène avant tout d'autres batailles : la réglementation du travail ou le bien-être de la classe ouvrière, thèmes dont la Deuxième Internationale se veut la porte-parole. Mais au fur et à mesure que la situation diplomatique internationale se tend, dans les années 1890-1914, la question de l'opposition à la guerre se fait de plus en plus centrale. Ainsi, lors des congrès de l'Internationale, les discussions sur la manière de s'opposer à la guerre deviennent plus concrètes au fil des années et les rencontres internationales sont alors l'occasion d'afficher et de mettre en scène cette hostilité à la guerre. Le congrès de Londres de 1896 s'ouvre par une « manifestation monstre » contre la guerre. Des discussions plus approfondies sur le maintien de la paix ont lieu à partir du congrès de Stuttgart (1907). L'Internationale s'occupe désormais des questions de la paix et de la guerre de façon systématique et passionnée. Elle met également en place toute une série de pratiques qui rendent concrète et visible l'opposition à la guerre du socialisme organisé internationalement : des cortèges et des rassemblements, des slogans, des prises de parole enflammées... Ainsi, le congrès extraordinaire de Bâle de 1912 n'est finalement qu'une grande manifestation socialiste d'opposition à la guerre.

Cependant, comme Jean-Jacques Becker l'a jadis souligné, « les socialistes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur autre chose que des formules très générales », et cela « à cause de l'opposition entre la social-démocratie allemande, qui ne croit pas en la possibilité effective du socialisme internationalement organisé de faire autre chose que des manifestations pacifiques pour s'opposer à la guerre, et une partie des socialistes français, qui pense qu'il faut mettre sur pied un projet de grève générale en cas de menace de guerre ». Au congrès de Stuttgart de 1907, une résolution est adoptée, indiquant comme un devoir des représentants socialistes « de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés [...]. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement ». Fondamentalement, les socialistes de la Deuxième Internationale débattent autour de deux stratégies différentes d'opposition à la guerre : l'arbitrage international et la grève générale. Le Français Jean Jaurès, leader de la SFIO, est un des défenseurs les plus véhéments du premier. La grève générale est à l'origine de beaucoup de débats au sein de la Deuxième Internationale et elle fait l'objet d'un amendement lors du congrès de Copenhague de 1910 (amendement Keir Hardie-Vaillant) : « Le congrès considère comme particulièrement efficace contre la guerre, la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports). » Les discussions sur l'amendement sont repoussées au congrès extraordinaire de Paris (juillet 1914) et la résolution qui est adoptée se révèle finalement utopique et inapplicable, car elle prêche une « grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée ».

Du 23 au 29 août 1914 un nouveau congrès de l'Internationale devait se tenir à Vienne. Il n'aura jamais lieu, car la guerre éclate au début du mois et les socialistes s'alignent sur les décisions belliqueuses prises par leur gouvernement respectif. Cependant, un certain sentiment pacifique provenant de la Deuxième Internationale résiste au conflit. Pendant les combats, les socialistes cherchent à se réorganiser et deux rencontres internationales ont lieu dans les villes suisses de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916). À la suite de la conférence de Zimmerwald, un Comité pour la reprise des relations internationales, composé d'une section socialiste et d'une section syndicaliste, voit le jour.

C'est la question de la guerre qui entraîne finalement la désagrégation définitive de la Deuxième Internationale et les scissions des années 1920 au sein des partis socialistes. En Russie, la guerre a engendré la révolution, de laquelle naît une nouvelle internationale – l'internationale communiste ou Troisième Internationale (1919). Les groupes maximalistes des partis socialistes européens penchent vers cette nouvelle organisation – qui se coupe

des réformistes. Cela engendre alors la scission entre socialistes et communistes partout en Europe : en Allemagne, dans un contexte très agité par les révolutions en Bavière et en Prusse (Parti communiste allemand, KPD, 1918), mais aussi trois ans plus tard en France (Section française de l'internationale communiste, SFIC) et en Italie (Parti communiste italien, PCI), pour ne citer que quelques exemples.

La Deuxième Internationale se scinde aussi à un niveau supérieur : elle est abandonnée par les partis socialistes qui n'ont pas toléré son ralliement à la guerre en 1914, mais qui refusent de rejoindre l'Internationale communiste. Ils fondent, en 1921, l'Union des partis socialistes pour l'action internationale ou Internationale « deux et demi ». Les fractures que la guerre a causées au socialisme sont donc profondes et multiples.

Après la guerre, les socialistes se définissent désormais comme pacifistes. Après la signature des traités de paix et la création de la Société des Nations, un nouveau pacifisme s'installe, de matrice wilsonienne. Il promeut l'idée que la paix peut être préservée à condition que les États respectent des règles de bonne conduite et que l'opinion publique exerce une pression constante dans cette direction. Ce type de pacifisme est prévalent, mais pas exclusif : l'héritage marxiste de la Deuxième Internationale persiste parmi les socialistes continentaux. C'est donc en tant que pacifistes convaincus que les représentants socialistes affrontent la montée des fascismes et les bouleversements internationaux des années 1930 : l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini en 1935-1936, la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler en 1936, la guerre en Espagne en 1936-1939, etc. L'antifascisme se mêle intrinsèquement chez eux à la lutte contre la guerre. Cette fois-ci, face à la nouvelle guerre mondiale qui se déclenche, il n'y a plus de place pour les élans nationalistes ; c'est plutôt un sentiment d'inquiétude qui anime désormais les représentants socialistes.

BIBLIOGRAPHIE

BECKER, Jean-Jacques, CANDAR, Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2 : *xx^e siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2005.

DREYFUS, Michel, « Pacifistes socialistes et humanistes dans les années trente », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 35-3, 1988, p. 52-469.

PROCACCI, Giuliano, « La lotta per la pace nel socialismo internazionale alla vigilia della Seconda guerra mondiale », dans AAVV (dir.), *Storia del marxismo III: Il marxismo nell'età della Terza Internazionale*, Turin, Einaudi, 1981, vol. 2, p. 549-588.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/humanisme-européen/cultures-de-paix/les-socialistes-et-la-paix>